



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« Bassin versant de l'Oudon »

PY_OUDO

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Bassin versant de l'Oudon » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches de conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Syndicat du bassin de l'Oudon

6 rue de la Roirie

49 500 SEGRE-EN-ANJOU-BLEU

Eugénie ALEXIS

eugenie.alexis@bvoudon.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « BASSIN VERSANT DE L'LOUDON » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du PAEC correspond au bassin versant de l'Oudon représenté sur la carte ci-après. Sa superficie du territoire est de 88 986 ha.

Périmètre éligible MAEC 2026



Légende

- | | | |
|----------------------|-----------------|---------------------------|
| REGIONS_OUDON | AAC_fauvieres | PAEC_Oudon |
| COMMUNES PRINCIPALES | AAC_Eperonniere | Bassin Versant de l'Oudon |
| DEPARTEMENTS | AAC_La_Plane | |
| communesmaec | AAC_Segré | |

Le territoire concerne 56 communes listées ci-après :

N°	Communes	Numéro INSEE	Inclusion dans le PAEC	Surface dans le PAEC en ha	% dans le PAEC
1	Ahuillé	53001	Partielle	860,67	0,97
2	Armaillé	49010	Partielle	30,40	0,03
3	Astillé	53011	Partielle	821,89	0,92
4	Athée	53012	Totale	1 730,75	1,94
5	Ballots	53018	Totale	3 608,37	4,05
6	Beaulieu-sur-Oudon	53026	Partielle	1 638,12	1,84
7	Bouchamps-lès-Craon	53035	Totale	1 816,54	2,04
8	Bouillé-Ménard	49036	Totale	1 591,45	1,79
9	Bourg-l'Evêque	49038	Totale	534,70	0,60
10	Brains-sur-les-Marches	53041	Totale	777,10	0,87
11	Château-Gontier-sur-Mayenne	53062	Partielle	252,74	0,28
12	Chemazé	53066	Partielle	836,99	0,94
13	Chérancé	53068	Totale	872,31	0,98
14	Congrier	53073	Partielle	2 255,41	2,53
15	Cosmes	53075	Totale	1 378,66	1,55
16	Cossé-le-Vivien	53077	Totale	4 491,47	5,05
17	Courbeville	53082	Partielle	1 226,14	1,38
18	Craon	53084	Totale	2 433,83	2,74
19	Cuillé	53088	Partielle	98,20	0,11
20	Denazé	53090	Totale	927,49	1,04
21	Fontaine-Couverte	53098	Partielle	2 137,48	2,40
22	Gastines	53102	Partielle	802,56	0,90
23	Houssay	53117	Partielle	17,90	0,02
24	La Boissière	53033	Totale	631,83	0,71
25	La Brûlatte	53045	Partielle	26,15	0,03
26	La Chapelle-Craonnaise	53058	Totale	1 048,90	1,18
27	La Gravelle	53108	Partielle	147,18	0,17
28	La Roche-Neuville	53136	Partielle	37,48	0,04
29	La Roë	53191	Totale	878,18	0,99
30	La Rouaudière	53192	Partielle	1 403,07	1,58
31	La Selle-Craonnaise	53258	Totale	2 939,95	3,30
32	Laubrières	53128	Totale	854,77	0,96
33	Livré-la-Touche	53135	Totale	3 008,73	3,38
34	Loiron-Ruillé	53137	Partielle	2 603,62	2,93
35	Marigné-Peuton	53145	Totale	1 653,31	1,86
36	Mée	53148	Totale	873,20	0,98
37	Méral	53151	Totale	2 317,05	2,60
38	Montjean	53158	Totale	2 015,73	2,27
39	Niaflès	53165	Totale	798,97	0,90
40	Ombrée d'Anjou	49248	Partielle	7 175,90	8,06
41	Peuton	53178	Partielle	1 050,34	1,18
42	Pommerieux	53180	Totale	2 313,39	2,60
43	Prée-d'Anjou	53124	Totale	4 280,09	4,81
44	Quelaines-Saint-Gault	53186	Partielle	1 625,36	1,83
45	Renazé	53188	Totale	1 677,24	1,88
46	Saint-Aignan-sur-Roë	53197	Totale	1 817,24	2,04
47	Saint-Cyr-le-Gravelais	53209	Partielle	2 044,41	2,30
48	Saint-Erblon	53214	Partielle	214,38	0,24
49	Saint-Martin-du-Limet	53240	Totale	1 231,07	1,38
50	Saint-Michel-de-la-Roë	53242	Totale	1 321,99	1,49
51	Saint-Poix	53250	Partielle	370,62	0,42
52	Saint-Quentin-les-Anges	53251	Totale	1 785,69	2,01
53	Saint-Saturnin-du-Limet	53253	Totale	1 071,98	1,20
54	Segré-en-Anjou Bleu	49331	Partielle	7 669,20	8,62

55	Senonnes	53259	Partielle	37,11	0,04
56	Simplé	53260	Totale	920,54	1,03

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Principales caractéristiques du bassin versant de l'Oudon

La situation du bassin-versant en limite du massif armoricain explique l'absence d'importants aquifères et la forte réactivité dans la circulation des eaux superficielles de l'Oudon, globalement très vulnérables aux pollutions diffuses du fait de l'absence de couches protectrices au lessivage. Le contexte physique défavorable (étiage fort, sensibilité au ruissellement) aggrave l'impact des activités humaines sur la qualité des eaux superficielles. Ce phénomène est encore accentué par l'aménagement du territoire : recalibrage des cours d'eau, clapets et barrages, réduction des surfaces en prairies, diminution du maillage bocager, drainage des terres agricoles. L'ensemble confère au territoire des enjeux eau, tant en terme qualitatif que quantitatif. Sur le plan qualitatif, les paramètres nitrates et pesticides restent les plus déclassants à l'échelle du territoire.

Le territoire compte 4 captages prioritaires : Chalonge (Le Pertre), Fauvières Cruchères (Saint-Cyr-le-Gravelais), La Plaine (Château-Gontier-sur-Mayenne), et Saint-Aubin du Pavoil (Segré), ainsi qu'un captage sensible aux nitrates et au S-métolachlore : L'Eperonnière (Livré-la-Touche).

Le déficit quantitatif estival qui caractérise le bassin est aussi un enjeu identifié au sein du SAGE. L'étude PTGE en cours permettra de proposer des actions à mettre en œuvre sur le territoire. Parmi elles, la conservation des prairies reste la solution qui assure une meilleure résilience du territoire lors de la période d'étiage.

Le bassin de l'Oudon est un territoire très majoritairement rural et agricole, avec quelques pôles urbains d'industrie et de services. Les études d'occupation du sol montrent une grande homogénéité sur le bassin-versant de l'Oudon, avec plus de 80% d'occupation agricole et la présence de quelques massifs boisés. La SAU du bassin de l'Oudon représente 146 048 ha, avec une forte proportion de prairies (26% de PP+PT : 37 950 ha), de grandes cultures (61% : 88 920 ha) et de cultures fourragères (13% : 19 178 ha).

Entre 2010 et 2020, on observe une baisse de la part des prairies (-10%) et le développement de nouvelles cultures (oléagineux notamment : + 27%). La majorité des exploitations agricoles ont comme activité principale l'élevage bovin : en 2020, les exploitations en bovin lait, viande ou mixtes représentent 47%, mais sont en repli de 5,7% entre 2010 et 2020, comme la SFP qui perd 5,6%. Globalement le cheptel bovin baisse de 8% : si le cheptel laitier est en progression de 2%, le cheptel allaitant baisse de 21%. A noter que le cheptel porcin est en baisse de 10%, à l'inverse de celui des volailles en nette progression (36 et 50% pour volaille de chair et volaille de ponte respectivement). La tendance à l'augmentation des exploitations à dominantes grandes cultures (céréales, oléo-protéagineux et autres) se confirme : elles représentent 19% des exploitations, soit une augmentation de 8,1% entre 2010 et 2020. A noter : les exploitations

en Agriculture Biologique constituent 12% des exploitations, avec une proportion multipliée par 2,5 entre 2010 et 2020.

Enjeux environnementaux du territoire

- sur les captages : résorber les dépassements des concentrations en nitrates (La Plaine en particulier), ou en métabolites (exemple de l'ESA-métolachlore sur l'Eperonnière), mettant en péril l'approvisionnement local en eau potable des populations du bassin-versant ;
- diminuer le « bruit de fond » important concernant les concentrations des eaux superficielles en pesticides, et la fréquence des pics de pollution présents (herbicides maïs, colza notamment) ;
- conforter la tendance à la diminution des concentrations en nitrates dans les eaux superficielles ;
- inciter au maintien de l'élevage herbager économe en intrants et au maintien des haies bocagères pour limiter les transferts de polluants par ruissellement érosif et la détérioration de la qualité de l'eau ;
- inciter les exploitations à évoluer vers des pratiques plus économes en eau et en intrants, des cultures et prairies plus résilientes et l'implantation d'infrastructures agroécologiques.

Pratiques agricoles répandues impactant les enjeux identifiés

- évolution des assolements sur un territoire en voie de céréalisation et arrachage de haies pour agrandissement des parcelles en grandes cultures ;
- rotations courtes en agriculture conventionnelle avec des périodes de retour blé ou maïs tous les 2 ans ;
- présence de sols nus sans interculture, travail du sol dans la pente : ruissellement érosif entraînant des transferts de polluants (nitrates, phosphore, effluents d'élevage sur les parcelles pâturées, ...) ;
- gestion de la fertilisation azotée non optimisée, avec des quantités excessives parfois non réglementaires et des apports parfois non valorisés par les cultures en fonction des dates d'apports et dépendant des aléas climatiques qui s'accroissent ;
- un désherbage des cultures de printemps et d'automne avec des produits phytosanitaires persistant dans l'eau par leur métabolites.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_OUDO_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000€ Maintien : 6 000€
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_OUDO_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000€ Maintien : 7 000€
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_OUDO_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000€ Maintien : 8 000€
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_OUDO_PHY5	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des pesticides.	201 €	Niv 2 10 000€
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_OUDO_COV5	Système	Limiter l'érosion et le transfert des pesticides dans les eaux de surfaces.	284 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 **ou** la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 **et** la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%

Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%
---------------------------------	-----

Cette notice d'information du territoire « Bassin versant de l'Oudon » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	Eau : COV5 ou PHY5
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>